

| G 20, ENCORE UN EFFORT ! |

Dans l'interview qu'il a donnée au *Financial Times* le 17 Avril, Emmanuel Macron a salué à juste raison l'accord intervenu au sein du G20 tendant à **geler jusqu'à la fin de l'année le remboursement des prêts gouvernementaux bilatéraux dus par les pays à faible revenu**. Pour la première fois, tous les créanciers du G20, la Chine en particulier, s'associent à ce geste de solidarité qui ne concernait jusqu'alors que les pays membres du Groupe de Paris. Il faut dire que les PMA, notamment en Afrique et en Océanie, doivent affronter l'apparition du covid 19 non seulement avec un système sanitaire extrêmement fragile mais aussi dans une situation économique qui s'est considérablement dégradée. Car aux calamités à répétition qui découlent des dérèglements climatiques, s'ajoutent maintenant les conséquences de la suspension de bon nombre d'activités dans les pays du nord, c'est à dire l'effondrement des cours des matières premières, l'arrêt des flux touristiques et l'interruption d'une bonne partie des transferts privés, souvent familiaux, en provenance des pays riches. Le service de la dette était devenu insoutenable : il est donc suspendu.

C'est très bien mais ce n'est pas assez.

D'abord parce que **la suspension de la dette n'est qu'un report de charges** : ces charges restent dues. La Secrétaire générale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique a déjà demandé que le moratoire soit porté à deux ans en faisant valoir que, de toute façon, aucun pays ne serait en état de payer en janvier 2021 et qu'on risquait de s'acheminer vers un défaut de paiement généralisé et désordonné.

Mais surtout, les pays en développement ont aussi **besoin d'une grande quantité d'argent frais supplémentaire** pour faire face à toutes les conséquences, tant sanitaires qu'économiques, de la pandémie de covid 19. On l'a bien vu dans les pays du nord : les gouvernements et leurs banques centrales ont en quelques semaines fait tout le nécessaire pour mobiliser les très grands moyens financiers destinés à faire face aux conséquences de l'interruption de l'activité économique. Ils se chiffrent en trillions de dollars. Les pays du sud, en dehors de la Chine et de quelques autres, n'ont pas cette capacité par eux-mêmes. Il faut donc la leur donner. Le moyen le plus simple et le plus efficace d'y parvenir est de permettre au FMI de procéder à une nouvelle allocation de Droits de Tirage Spéciaux, faciles à créer et très liquides. On attendait que le G20 en fasse la demande au Fonds. Il ne l'a pas fait.

Le G20 n'est pas allé assez loin, également, parce que le moratoire qu'il a décidé ne s'applique qu'aux 76 pays éligibles à l'aide de l'AID. Il touche certes les pays les plus pauvres, notamment en Afrique sub-saharienne, mais il laisse de côté un nombre à peu près équivalent de pays à revenu intermédiaire qui, eux aussi, abordent le choc sanitaire et économique du covid 19 avec, en plus, une dette souvent très lourde à financer. Et cette dette sera encore alourdie avec la chute annoncée du PIB de nombreux pays, notamment en Amérique latine.

Il reste donc beaucoup de pain sur la planche du G20. En fait, c'est un devoir moral et une nécessité pratique qui lui incombent dès lors que **la pandémie et ses conséquences économiques ne seront vaincues que si elles le sont partout.**

Philippe COSTE